

SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 14 septembre 2011

COMPTE-RENDU

Sous la présidence de Monsieur Pierre JÉGU, Maire

Etaient présents : Yves MARTIN, Yann LE GALL, Eugène MALOEUVRE, Olivier MONHAROU, Patrick HENRY, Joseph BODIN, Marie-Jo BOUVRY, Michel JOLYS, Jean-Luc PERDRIEL, Jean POIRIER, Noël LEBRETON, Joël FEILDEL, Malik OUMOHAND, Damien GASNIER, Françoise LACHERON, Jean-Luc PEAUDEAU, Patrick SAVOURÉ, Xavier BOUDET.

Absents excusés : Marie-Paule DESPRÉS, Marie-Noëlle BLANCHARD, Bénédicte VALLOIS.

Procurations : Marie-Paule DESPRÉS a donné procuration à Pierre JÉGU ; Marie-Noëlle BLANCHARD a donné procuration à Marie-Jo BOUVRY.

M. Malik OUMOHAND a été nommé en qualité de secrétaire de séance, conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivité Territoriales

Le compte-rendu du Conseil Municipal du 26 juillet 2011 a été adopté à l'unanimité.

- Maison de santé : validation du plan de financement et demande de subvention

Afin de constituer les demandes de subvention à l'investissement, il convient d'approuver le plan de financement du projet et de solliciter les différents partenaires financeurs.

Le plan de financement prévisionnel HT s'équilibre ainsi :

Dépenses		Recettes	
Travaux bâtiments = dépenses éligibles FNADT	728 273,50 €	Etat – FNADT (enveloppe régionale) 15%	109 241,00 €
Dépenses non éligibles FNADT	60 915 €	Subvention pour travaux d'intérêt local	30 000,00 €
		Dotation d'équipement des territoires ruraux (plafond)	100 000,00 €
		Autofinancement	549 947,50 €
Total HT	789 188,50 €	Total HT	789 188,50 €
Total	943 869,45 €		

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

Approuve le plan de financement de la Maison de santé tel qu'il est présenté,

Sollicite une subvention auprès de l'Etat au titre du FNADT et de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux,

Autorise M. le Maire à effectuer toutes les démarches et signer tous les documents nécessaires à ces demandes de subvention.

- Réalisation d'un dispositif d'assainissement collectif à Saint Morand : acceptation des souscriptions volontaires (offre de concours)

A la demande des habitants du lieu-dit « Saint Morand », la collectivité a décidé d'engager des travaux de création du réseau d'assainissement.

A travers une offre de concours, les habitants de St Morand se sont engagés à participer au financement des travaux. Une convention conclue entre le bénéficiaire (la commune) et les offrants (les habitants) permet de définir les engagements respectifs des parties.

Le total des souscriptions volontaires en argent s'élève ainsi à la somme de 57 000 €.

M. le Maire estime que ces diverses offres peuvent être prises en considération et propose leur acceptation par l'assemblée délibérante.

Le conseil municipal, à l'unanimité,

Accepte les souscriptions ainsi que les conditions fixées par les habitants à leur offre pour un montant total de 57 000 euros

Autorise M. le Maire à signer les conventions d'offre de concours

Rappelle que les souscriptions en espèces seront rendues exécutoires dans les formes prévues par les articles L. 2131-1 à L. 2131-3 du CGCT

- Décision modificative : ZA du Ronzeray / prise en charge financière de l'extension du réseau électrique extérieur au périmètre de l'opération

La Communauté de Communes « Au Pays de la Roche aux Fées » prépare l'aménagement de la Zone d'Activité du Ronzeray sur la commune.

Les travaux d'électrification situés à l'intérieur du périmètre sont à la charge de l'aménageur.

Toutefois, ERDF a indiqué à la commune qu'une extension du réseau électrique est nécessaire et que ces travaux seront facturés à la commune. En accord avec la Communauté de Communes, il a été convenu que cette somme lui serait refacturée.

Il est proposé à l'assemblée délibérante de procéder à une décision modificative afin de prévoir les crédits nécessaires à la réalisation de l'opération et de refacturer lesdits travaux à la Communauté de Communes « Au Pays de la Roche aux Fées » afin que cette opération ne pèse, en définitive, que sur l'aménageur.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

Décide d'adopter l'étude chiffrée d'ERDF (travaux estimés à 18 134,80 € HT).

Approuve la décision modificative telle que présentée ci-dessous :

Investissement :

Dépenses imprévues (020) : -21.700 €

Réseau d'électrification (21534) : + 21.700 €

Donne pouvoir à Monsieur Le Maire pour se faire rembourser auprès de la Communauté de Communes « Au Pays de la Roche aux Fées » la somme de 18.134,80 € H.T. concernant l'extension du réseau électrique extérieur à l'assiette de l'opération de la ZA du Ronzeray nécessaire à l'alimentation de ce projet.

- Décision modificative : contribution financière pour extension du réseau public de distribution électrique

La construction du logement de Monsieur FRANGEUL, située au lieu-dit « La Rimbellière », a nécessité des travaux d'extension du réseau électrique (demande de raccordement individuel).

La facturation de la contribution financière afférente à cette extension est à la charge de la Commune sauf si :

- La Commune décide de répercuter le coût, partiellement ou totalement, sur le demandeur via la Participation pour Voirie et Réseaux (P.V.R.)
- L'extension est considérée comme un équipement public exceptionnel. Dans ce cas, l'intégralité de la contribution est alors facturée au demandeur du raccordement.
- Le raccordement est considéré comme étant à l'usage exclusif du bénéficiaire. Dans ce cas, également, la contribution est alors facturée au demandeur.

En l'espèce, au moment de délivrer l'autorisation d'urbanisme (PC n°03516710 V0012), la commune n'a pas spécifié s'il agissait d'un raccordement considéré comme étant à l'usage exclusif du bénéficiaire et n'a pas mentionné le dispositif de la P.V.R. qui aurait, également, permis de répercuter totalement ou partiellement le coût des travaux sur le demandeur.

La contribution financière de la commune s'élève à 4.534,20 € H.T. soit 5.422,90 € T.T.C.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

Approuve la contribution financière pour l'extension du réseau électrique au lieu-dit « La Rimbellière » pour un montant de 5.422,90 € T.T.C

Approuve la décision modificative telle que présentée ci-dessous :

Investissement :

C.21534 (réseaux d'électrification) : 5.423 €

020 (dépenses imprévues) : - 5.423 €

- Décision modificative : virement de crédits

De nouvelles opérations de virements de crédits sont à prévoir en raison de la nécessité de procéder au changement des portes de la salle de motricité (avec barre antipanique) au sein de l'école des Lorientes et qui n'étaient pas prévues au budget primitif.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

Approuve la décision modificative telle que présentée ci-dessous :

Investissement :

Dépenses

2313 ONA : + 2 500 €

2158 / 15 : - 1 100 €

2158 / ONA : - 1400 €

- Taxe d'assainissement : revalorisation des tarifs 2012

Compte-tenu du niveau de dépenses de fonctionnement et des évolutions antérieures, il est proposé de revaloriser le montant de la taxe d'assainissement à 2,06 € / m³ et de revaloriser celui de la part fixe à 12,24 € soit une augmentation de 2%.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

Décide de fixer la part proportionnelle à 2,06 € H.T. /m3.

Décide de fixer la part fixe à 12,24 € H.T.

Transmet la copie de la présente délibération à VÉOLIA EAU pour application au 1^{er} janvier 2012

- Taxe sur la consommation finale d'électricité : fixation du coefficient multiplicateur unique

L'article 23 de la loi du 7 décembre 2010 a modifié en profondeur le régime des taxes communale et départementale sur la consommation finale d'électricité afin, notamment, de les mettre en conformité avec la directive européenne 2003/96/CE du Conseil du 27 octobre 2003 restructurant le cadre communautaire de taxation des produits énergétiques et de l'électricité.

A une taxe assise sur une fraction de la facture acquittée par le consommateur et fixée en pourcentage de celle-ci, a été substituée une taxe établie par rapport à un barème sur lequel les collectivités locales et leurs groupements auront la possibilité de déterminer un coefficient multiplicateur.

Ce coefficient peut être compris entre 0 et 8 pour les communes et les intercommunalités, ce qui sous-entend la non-existence de la taxe dans le cas où le coefficient est 0.

Par ailleurs, le 2^{ème} alinéa de l'article L.2333-4 et le 1^{er} alinéa du 3 de l'article L 3333-3 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoient qu'à compter de 2012, la limite supérieure du coefficient multiplicateur est actualisée en proportion de l'indice moyen des prix à la consommation, hors tabac, établi pour l'année précédente par rapport au même indice établi pour l'année 2009.

En 2009, l'actuelle taxe sur l'électricité a rapporté 65.191,60 € et 65.944,97 € en 2010. Pour 2011, le coefficient appliqué est de 8.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

Décide de fixer le coefficient multiplicateur unique de la taxe finale d'électricité à 8,12

Charge Monsieur Le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

- Modification du tableau des effectifs

Suite à la demande de Madame Michèle PELTIER visant à augmenter son temps de travail hebdomadaire de 2h afin de pallier à un accroissement des missions d'urbanisme et d'aide sociale,

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

Décide de transformer, à compter du 01/10/2011, un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps non complet 28/35^{ème} en un poste d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps non complet 30/35^{ème}.

Précise que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif 2011.

- Installations classées pour la Protection de l'Environnement : GAEC Les ULIS

Une demande visant à obtenir l'autorisation d'agrandir un élevage porcin au lieu-dit « le Breil Néret » à Martigné-Ferchaud a été déposée par le GAEC Les Ulis.

Le dossier présenté a pour objet d'agrandir l'atelier porc du GAEC Les Ulis comme suit :

Atelier Porc	Effectifs autorisés	Effectifs en projet	Variation
Places de porcelets	230	660	430
Places de porcs charcutiers	448	1320	872
Animaux équivalents	494 AE	1452 AE	958 AE

L'implantation du nouveau bâtiment se situe sur la section ZN, parcelles n°33 et 52, sur la commune de Martigné-Ferchaud. Celui-ci sera construit, conjointement, au bâtiment existant afin de conserver un ensemble homogène et de permettre une bonne gestion technique de l'élevage.

La production annuelle sera alors de 4.290 porcelets et 4.118 porcs charcutiers.

La capacité de stockage des effluents, après projet, sera de 2.806 m³ soit 13 mois de stockage.

Conformément aux dispositions réglementaires, un arrêté en date du 15 juin 2011 portant ouverture d'une enquête publique d'une durée de un mois, du 29 août 2011 au 30 septembre 2011, a été pris par Monsieur Le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille et Vilaine.

Les arguments avancés par le GAEC en faveur de l'extension sont les suivants :

- Une sécurisation de l'emploi
- La valorisation des céréales pour les animaux
- Un système de ventilation novateur afin de minimiser les risques de nuisances olfactives
- Une autonomie quant au plan d'épandage (récupération de terres prêtées)

Mme LACHERON pense qu'un projet de ce type nous renvoie à nos contradictions quant à la qualité de l'eau. La commune se situe en effet en tête de bassin versant : les bandes enherbées sont-elles suffisantes, pour éviter tout risque de pollution des eaux même si les distances minimum sont visiblement respectées ? A l'heure où la qualité de l'eau reste à conquérir, ce type de projet n'est-il pas antinomique ?

Pour autant le dossier respecte les normes environnementales et réglementaires, d'où une certaine ambiguïté.

M. le Maire informe l'assemblée délibérante que chacun des élus, au même titre que tout citoyen, est à même de faire part de ses observations sur le registre d'enquête ouvert en Mairie et dispose de la faculté de pouvoir échanger avec le commissaire-enquêteur au moment des permanences (prochaines dates : Samedi 17 septembre de 9h à 12h / Jeudi 22 septembre de 9h à 12h / Vendredi 30 septembre de 9h à 12h).

L'assemblée délibérante est invitée à voter à bulletin secret.

Le conseil municipal, à la majorité,

Votants : 21 Exprimés : 21
Favorable : 13 Défavorable : 5 Blancs ou nuls : 3

Décide d'émettre un avis favorable au projet d'agrandissement d'un élevage porcin présenté par le GAEC Les ULIS à Martigné-Ferchaud

Transmet la présente décision (3 exemplaires) à M. le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille-et-Vilaine.

- Subvention pour la création d'un Mémorial Départemental AFN en Ille-et-Vilaine

Trente quatre associations d'Anciens Combattants d'Ille et Vilaine se sont rassemblées pour créer une association du « Mémorial Départemental d'Ille et Vilaine » avec pour objectif d'édifier un mémorial pour les 332 soldats décédés en Afrique du Nord de 1952 à 1962.

Le coût du Mémorial, installé à Rennes, Square de la Motte, est de 230.640 Euros. L'association sollicite donc les communes, entreprises et organismes du département.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

Approuve le versement d'une subvention de 200 € en faveur de l'association du « Mémorial Départemental AFN d'Ille et Vilaine » afin de l'aider à construire ce monument.

Dit que cette dépense est imputée sur les crédits ouverts au budget communal 2011 au compte 65742.

- Versement d'une subvention dans le cadre de la lutte contre les ragondins

Dans le cadre du programme départemental mis en place par la FEVILDEC, conformément à l'arrêté préfectoral permanent du 22 juillet 1996 prescrivant la lutte obligatoire sur l'ensemble du territoire de l'Ille et Vilaine, visant à limiter des populations de ragondins et rats musqués, une campagne de piégeage est organisée annuellement. Elle s'est déroulée du 22 août au 12 septembre dernier.

Afin de dédommager l'équipe de piégeurs en charge de l'exécution de ladite campagne, une subvention de 500 € est sollicitée.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

Approuve le versement d'une subvention de 500 € au titre de la campagne annuelle de piégeage des ragondins.

Dit que cette dépense est imputée sur les crédits ouverts au budget communal 2011 au compte 65742.

- Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) dans le cadre du Point Information Jeunesse de Janzé

La Communauté de Communes « Au Pays de la Roche aux Fées » a pris la compétence « création d'un Point Information Jeunesse communautaire » et l'exerce depuis le début de l'année 2011 (arrêté préfectoral du 03/01/2011).

La commune de Janzé disposait depuis 2008 d'un PIJ municipal qui a été transféré à la CCPRF.

Le montant des charges transférées a été évalué par la CLECT qui a adopté, à l'unanimité, le rapport joint en annexe. Elle a agi dans un souci de neutralité budgétaire, la Communauté de Communes assurant la croissance des charges. Ce montant sera déduit de l'attribution de compensation versée à la commune de Janzé.

Le Conseil municipal, à l'unanimité,

Approuve le rapport de la CLECT établissant le montant des charges transférées par la commune de Janzé au titre du PIJ à 13.507 €, somme qui sera déduit de son attribution de compensation.

Autorise Monsieur Le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

- Rapport annuel du SMICTOM Sud-Est Ille-et-Vilaine

Comme chaque année, l'assemblée délibérante est invitée à prendre connaissance du rapport relatif au résultat du service d'élimination des déchets ménagers. Ce rapport est mis à disposition du public en mairie.

Le Conseil municipal prend acte du rapport annuel 2010 du SMICTOM Sud-Est Ille-et-Vilaine.

- Rapport annuel sur le service d'eau potable, exercice 2010

Comme chaque année également, le Syndicat des Eaux de la Forêt du Theil doit présenter un rapport sur la qualité du service public de l'eau potable ainsi que le tableau de la facture d'un usager de 120 m³ concernant la commune.

Le rapport est mis à disposition du public.

Le Conseil municipal prend acte du rapport annuel 2010 sur le service d'eau potable réalisé par le SIEFT.

- Questions diverses

- ⇒ Sensibilisation à l'opération « Contre le cancer... Tous pour la vie » qui aura lieu du vendredi 30 septembre au dimanche 2 octobre 2011 et présentation du programme de ces différentes journées (disponible en mairie)
- ⇒ Effectifs scolaires : M. l'adjoint aux affaires scolaires informe l'assemblée qu'il n'y aura pas d'ouverture de classe cette année à l'école publique « Le Jardin des Mots », les effectifs constatés le jour de la rentrée ne l'ayant pas permise.
- ⇒ Projet culturel de la Communauté de communes « Au Pays de la Roche aux Fées » : différents groupes de travail sont proposés afin d'élaborer le projet culturel. Les élus communautaires sont invités à se faire connaître auprès de la CCPRF s'ils souhaitent y participer.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22h35

- Prochaine séance du Conseil Municipal

Mardi 11 octobre à 20h30

Mardi 15 novembre à 20h30

Mardi 20 décembre à 20h30

Le 19 septembre 2011

Le Maire,
Pierre JÉGU